

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 22 FÉVRIER 2025 A 9H30

N° 25 02 05

Rapporteur : Christine MOREL

CONSEIL MUNICIPAL
INFORMATION

État annuel des indemnités perçues par les élus
. Communication

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 22 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux février à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le quatorze février deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Christine MOREL, Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Christine MOREL, Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Anthony DE VRIES, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, M. Pierre GRISEL (à partir du point n° 25 02 06).

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sylvie BUREL, M. José GUTIERREZ à M. Gilles DON SIMONI, Mme Élise ROGER à Mme Marjorie BELLENGER, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Nicolas NOUAILHAS à M. Ousmane NDIAYE, Mme Sylvie ROGER à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Coralie FOLLET à M. Franck GROUSSARD, Mme Julie LETHEUX à Mme Aurélie REBEILLEAU.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : Mme Julie LEMARCIS, Mme Yvette ROMERO, Mme Cindy EVRARD, M. Pierre GRISEL (jusqu'au point 25 02 05).

ABSENTS : M. Samuel LEROY, Mme Sophie BOUJOU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 02 06
Présents	15	16
Procurations	8	8
Absents excusés	4	3
Absents	2	2
Votants	23	24

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250222-2502-05-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/02/2025

Publication : 27/02/2025

Mesdames, Messieurs,

Dans le but d'instaurer des mesures de transparence, la Loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 a modifié un grand nombre de règles applicables aux collectivités et à leurs groupements parmi lesquelles la présentation de l'état annuel des indemnités perçues par les élus prévue à l'article L. 2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cet état doit présenter les indemnités que perçoivent les élus locaux siégeant au Conseil Municipal au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercées au sein des instances suivantes :

- au Conseil Municipal,
- au sein de tout syndicat mixte ou d'un Pôle Métropolitain,
- au sein d'une Société d'Économie Mixte Locale.

En conséquence, le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

CONSIDÉRANT l'obligation d'établir un état annuel présentant l'ensemble des indemnités de toute nature dont bénéficient les élus siégeant au Conseil Municipal,

- **prend connaissance de l'état annuel ci-annexé des indemnités versées aux élus d'Harfleur en 2024.**

État annuel des indemnités 2024 des élus municipaux

Nom - Prénom		Statut	Indemnités brutes de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour ...)
Christine	MOREL	Maire	27 129,00 €	109,60 €
Sylvie	BUREL	Adjointe	19 236,90 €	-
Dominique	BELLENGER	Adjoint	9 864,90 €	351,28 €
Justine	DUCHEMIN	Adjointe	1 479,44 €	-
Anthony	DE VRIES	Adjoint	13 811,00 €	-
Sylvie	DUCOEURJOLY	Adjointe	1 479,44 €	-
Loïc	JAMET	Adjoint	19 730,12 €	-
Sabrina	LEFEBVRE	Adjointe	7 398,56 €	17,50 €
Ousmane	NDIAYE	Adjoint	13 811,00 €	-
Total			113 940,36 €	478,38 €

*Le Maire certifie avoir communiqué les conclusions de ce rapport
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus-indiqués.
Pour extrait certifié conforme
Christine MOREL
Maire,*

Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

